

Désintoxiquons-nous (ceci vaut pour toute la gauche ou en tout cas celle qui s'en réclame)

Mise au centre du jeu si ce n'est pas au point d'effacer toutes les autres formes d'expression démocratiques, l'élection présidentielle nous conduit encore aujourd'hui à nous poser des questions pour lesquelles nous n'aurons jamais plus de réponses.

Le carcan constitutionnel, dans lequel nous sommes, ne doit pas nous obliger à jouer avec les règles imposées et donc de tourner le dos à nos valeurs. Laissons les tenants de la V^{ème} République se débrouiller entres-eux pour savoir celui qui a la plus grande.

En effet, l'élection présidentielle française représente tout ce qu'une véritable démocratie peut abhorrer : une légitimité exacerbée par le suffrage universel direct, une irresponsabilité statutaire, une protection juridique hors du commun... et dans la pratique le rôle de chef de la majorité gouvernementale. Sommes-nous donc prêts à sacrifier nos valeurs centennales tout ça pour mettre en œuvre le mensonge originel du 38^{ème} Congrès.

Selon certains y compris chez nous pas d'existence sans présence à la présidentielle. Notre démocratie est donc aussi gravement atteinte ? Il serait peut-être temps d'agir dans ces conditions.

Bien sûr au fil des années, cette constitution construite sur le chaos de la guerre coloniale d'abord puis civile ensuite déroge à tous les canons démocratiques à tel point que la dernière révision mortifère a relégué les élections législatives (celles qu'on nomme « générales ») au rang subalterne de validation de l'élection présidentielle.

Le rôle du Parti Communiste Français est de restituer la démocratie dans les mains du peuple. Pour cela, il est nécessaire de constituer une majorité à l'Assemblée nationale (version restrictive du point de vue constitutionnel) et plus généralement au Parlement afin de tirer un trait sur cette République anti-démocratique.

Je ne prends pas le pari que notre absence à l'élection présidentielle (le danger ne nous permet pas de « jouer ») nous fasse disparaître. S'il ne s'agissait que de cela nous aurions les clés depuis longtemps. Mais nous devons nous réapproprier les institutions et les rendre au peuple. Un président issu de nos rangs serait bien entendu un facilitateur mais sans majorité que sera t-il ? Un président tel qu'on a eu depuis 1958 mais avec une majorité issue de nos rangs la donne change un peu me semble t-il.

Au lieu de nous fracturer en public depuis des mois, il serait temps de mettre à profit le délai qui s'offre à nous pendant un an de construire un programme le plus fédérateur mais en total rupture avec les pratiques actuelles afin de nous présenter unis et rassemblés sans hiérarchie aux élections législatives de juin 2022. Si l'un d'entre-nous souhaite se présenter à la présidentielle en portant ce programme commun, il aura bien le temps de le faire savoir l'année prochaine.

Il est encore temps de changer de paradigme mais surtout de le faire savoir.